

États-Unis, on dit que c'est plus facile de «chialer» contre les analphabètes que de «chialer» contre les pauvres, parce que les analphabètes posent des problèmes sur le marché du travail, entraînent des coûts énormes pour la société; enfin ce sont des parias et il faut qu'ils apprennent à lire. Et nous, on devient les gérants de cette exclusion quand on reprend subtilement ce discours-là et qu'on fait de nos lieux des endroits où les gens sont bien assis pour apprendre à lire. Jean-Paul Hautecoeur⁴ emploie le terme de domestication. Je trouvais le constat d'Omer trop pessimiste, et il ne mène pas à l'action; il a été critiqué sur ce point à Namur : on ne peut pas dire que notre action n'est qu'un placebo, un «plaster», sinon on ne ferait jamais rien. Mais on peut se questionner et se demander si on reprend le discours dominant quand on dit que l'alpha est essentielle à la survie et à la dignité humaine et qu'on montre à lire seulement ; là, c'est clair, on gère l'exclusion.

MARIO : Est-ce que les gens qui sortent du processus d'alpha vont devenir des citoyens à part entière, des gens actifs? Quand on a commencé chez nous à intervenir dans le domaine de l'alpha, ce n'était vraiment pas rare de voir des gens qui avaient suivi tout un processus d'alphabétisation à l'école, qui savaient lire et écrire, mais qui étaient encore exclus, qui étaient encore isolés. Ils avaient encore un comportement de personnes analphabètes et ces gens-là nous sont revenus quelques années après en ayant à peu près tout perdu ce qu'ils avaient appris, parce qu'ils ne l'avaient jamais

mis en pratique. Ils ne sont pas devenus des citoyens avec ça pour autant. Ils étaient pris dans les mêmes problèmes : ils étaient sur l'aide sociale, enfermés chez eux et ils étaient restés sur l'aide sociale enfermés chez eux. Ça n'avait rien changé.

MARYSE : Nous savons que l'alphabétisation en soi ne permet pas à un apprenant d'ouvrir les portes du marché

du travail; nous savons aussi que le discours dominant sur l'employabilité des personnes nie le contexte économique et le marché déficient de l'emploi pour renvoyer la balle à l'individu, à son «inadaptation» aux besoins du marché du travail. Comment, alors, en tant que tenants de l'alphabétisation populaire, pouvons-nous permettre à des personnes sous-scolarisées d'acquérir des moyens, des outils

L'alphabétisation conscientisante, l'expérience du Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles*

par Micheline Séguin

L

e Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles fonctionne avec une équipe de quatorze personnes, cinq à l'administration, neuf animateurs et animatrices dont deux en alphabétisation. Les autres travaillent à Faction-autonomie avec des personnes handicapées intellectuelles, ou encore en artisanat, dans le secteur alimentation ou le secteur activités spéciales, soirées d'information, grandes fêtes, etc. On compte seize ateliers et environ une dizaine de participantes et participants par atelier. Dans toutes les activités, on trouve des personnes analphabètes. Tous les animateurs et animatrices, peu importe le type d'ateliers dont ils ont la responsabilité, s'efforcent de susciter des apprentissages liés à l'alphabétisation, comme organiser sa pensée, réfléchir, s'exprimer, prendre la parole. Ce souci est présent dans toutes les activités.

* Élaboré à partir du témoignage des animatrices du Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, recueilli le 20 janvier 1992, Louise Doré, Isabelle Matte, Lucie St-Germain et Monique Lynch, qui ont à leur actif entre une et vingt années d'implication dans le quartier.

réels dans ce contexte? Comment «travailler» avec ces personnes sans «embarquer» dans le discours gouvernemental tout en leur permettant d'améliorer réellement certains aspects de leur vie?

MARIO : Il peut s'agir d'une simple transformation au niveau du quotidien de l'individu, même à l'intérieur de sa famille. Une dame qui vient dans un groupe

d'alphabétisation populaire pour qui le lien de dépendance se coupe, c'est sûr que ça amène des frictions, mais elle sort vraiment de l'alpha avec des transformations au niveau personnel, dans sa petite société qui est sa famille, la première cellule sociale.

SYLVIE : Dans beaucoup de pays du Tiers Monde, l'alpha n'est pas considérée comme aussi normale que de naître, de mar-

cher et de parler mais ici, ça l'est devenu. Et nous sommes nous-mêmes marqués par ça. Ce n'est pas sûr que les gens qu'on reçoit soient représentatifs de l'ensemble; il y a peut-être bien des gens qui n'ont pas tant besoin que ça de lecture dans leur vie, mais qui arrivent à s'organiser, puis à vivre. Alors, il faut arrêter de soutenir le discours qui dit qu'en dehors de l'alpha, il n'y a pas de salut, et que si le monde ne vient

L'ALPHABÉTISATION CONSCIENTISANTE, D'HIER À AUJOURD'HUI

• Les débuts du Carrefour

L'idée de faire de l'alphabétisation conscientisante au Carrefour est venue en même temps que la mise sur pied du Carrefour comme tel. À l'époque, la commission scolaire avait essayé de donner des cours d'alphabétisation, mais sans grands résultats. C'est pourquoi des gens du quartier et des animateurs communautaires se sont réunis pour voir ce qui ne «marchait» pas, ce qui les bloquait; puis à partir des besoins exprimés par ces personnes, de leurs idées sur la façon de fonctionner, on a créé le Carrefour. Les gens disaient alors : «on veut un lieu où on va apprendre à notre rythme, où on va se sentir respectés et valorisés, où on va avoir notre mot à dire sur les profs qui vont nous enseigner, où ça ne sera pas un savoir qui vient d'en haut mais où notre compétence d'adultes va être reconnue au départ», comme le rappelle Louise, qui est engagée dans le milieu depuis les débuts du Carrefour. Ainsi, dès le départ, la conscientisation a été liée à un besoin de prise en charge.

• Aujourd'hui

Cette démarche se poursuit encore aujourd'hui à tous les niveaux. Tout peut devenir formateur. On prépare l'assemblée générale à l'avance dans les différents ateliers afin de permettre à tout le monde d'y participer. De la même façon, la participation au conseil d'administration implique toute une information qui est discutée. Tout est vulgarisé, expliqué, ré-expliqué pour que les gens s'y retrouvent. Quand des personnes handicapées mentales ont de la difficulté à le faire, les animatrices et animateurs font en sorte qu'on leur vienne en aide pour qu'elles puissent prendre la décision le moment venu, pour que toutes les personnes soient assez informées pour savoir que c'est elles qui prennent cette décision.

Cet aspect de la conscientisation en alphabétisation est intégré et vécu quotidiennement dans chaque atelier à la pause-thème. C'est-à-dire qu'on se donne un thème de discussion : cela peut être la guerre du Golfe qui est loin et proche à la fois, le

logement dans le quartier, ou une question ou un événement d'actualité; en ce moment, on y parle du Club Price qui veut venir s'installer dans le quartier. Durant cette pause-thème, les gens discutent, et cela fait partie intégrante des ateliers. On apporte des informations sur *te* qui se passe dans le quartier ou dans d'autres domaines qui touchent les gens et sur lesquels ils peuvent s'interroger.

«En alphabétisation, comme on utilise l'écrit en plus, les participantes et participants travaillent davantage le thème. On va écrire de petits textes sur le sujet, on va lire des articles de journaux là-dessus. Les mots qu'on lit sont très importants, le texte est toujours plus important que la méthode utilisée; parce que c'est à partir de ce que les gens vivent qu'on fait la conscientisation. Même si les méthodes ont changé en alpha, que ce soit la méthode globale, qui a beaucoup été utilisée, ou la méthode mixte ou encore la méthode phonétique, ce qui importe, c'est qu'il y ait du contenu cons-

pas s'alphabétiser, c'est effrayant. Il faut faire attention. Jean-Paul Hautecoeur dit, mais il va peut-être un peu loin, que les gens qu'on reçoit, ce sont les gens qui ont endossé l'image d'infériorité que la société leur donne et les autres qui refusent se révoltent contre ça et ne veulent pas de cette étiquette. C'est une hypothèse! Est-ce qu'ils se révoltent?

Ce qui est important, c'est de ne pas définir toutes les personnes analphabètes de la société par l'image qu'on en a. Nous recevons un échantillon très petit de gens. Pour ceux qui vien-

dentisant», précise Lucie qui est animatrice dans des ateliers d'alphabétisation.

Les thèmes d'animation sont définis à l'intérieur des réunions d'équipe mais à partir des besoins rencontrés chez les participantes et participants. Ils sont présentés au comité de programme, où un participant ou une participante par atelier assiste à la rencontre mensuelle. C'est là qu'ils peuvent suggérer des thèmes qu'ils voudraient aborder. La plupart du temps, les thèmes sont choisis et préparés à l'avance de façon à apporter une information, ou une «alternative», par rapport à ce dont il est question.

En ce moment, pour les prochaines semaines, ils ont mis une autre approche à l'essai : le thème est libre, c'est-à-dire qu'à partir d'un besoin exprimé spontanément, les gens en parleront ensemble dans l'atelier, ce qui devrait laisser place à plus de flexibilité.

Louise explique la démarche proposée aux personnes du

quartier : «Ce qui est important dans notre façon de concevoir l'éducation populaire, c'est que le mot conscientisation est lié à être actif, à prendre sa vie en main, tant sa vie personnelle que sa vie collective. Donc, notre animation va tourner autour de ce qui intéresse les gens, de ce qui les préoccupe, pour qu'on le regarde ensemble, qu'on réfléchisse ensemble sur des problèmes qu'on a en commun. L'éducation populaire est présentée comme telle dès le début de la session quand les gens arrivent; on leur dit qu'au Carrefour, c'est comme ça que l'éducation populaire a été pensée par les citoyens et que l'animation se fait dans les ateliers dans cette tradition-là. Le quartier en est un qui connaît des difficultés énormes et ce, depuis très longtemps; donc, si on veut continuer à y vivre de façon potable, il faut que les gens s'y impliquent; et la meilleure façon de trouver quelque chose qui a de l'allure, c'est s'y mettre soi-même. L'action est toujours

important, ils ont des besoins; mais dire que 20 % des membres de la société ont le même sentiment, c'est dangereux!

Jepense qu'il y a de la résistance face à l'éducation et beaucoup de gens du milieu populaire refusent d'entrer là-dedans; ils refusent les gens qui parlent avec des grands mots, etc. Ce monde-là, ce n'est pas leur monde, ils ne se définissent pas en fonction de ça; il faut en tenir compte. Ce que dit Jean-Paul Hautecoeur peut devenir vrai : il ne faut pas renforcer, avec notre discours sur l'alphabétisation et l'important

ce de savoir lire et écrire, le sentiment d'incapacité et d'infériorité chez ceux qui ne le savent pas. Il faut faire attention! Ils ont toutes sortes d'autres actions, d'autres priorités, ils ont une parole, ils existent. Dans un des textes, il est dit «qu'alphabétiser, c'est libérer la parole». Les gens s'expriment dans leur milieu social et la lecture va s'intégrer à ça. Qui, dans leur milieu, en a vraiment besoin? On dit à tout le monde que lire et écrire est une urgence, une nécessité, mais dans la société, c'est seulement une élite, seulement 10% des gens qui font un travail directement associé à la

axée sur comment voir clair et chercher des solutions ensemble. Les petites gestes posés tranquillement pour donner son opinion ou pour prendre des décisions ensemble sont importantes, car on se rend compte que les gens sont d'abord venus au Carrefour, c'est ici qu'ils ont brisé l'isolement, qu'ils sont sortis de la cuisine ou de la maison, puis qu'après avoir appris à briser l'isolement et à fonctionner ensemble, ils se sont engagés ailleurs, dans d'autres comités du quartier.»

Lucie précise, en ce qui concerne l'alphabétisation, qu'«avec l'animation qu'on fait, les gens nous disent : "c'est intéressant, car maintenant quand j'écoute les nouvelles, je comprends. Avant, je n'avais pas le goût de les écouter, je pensais que ça ne me concernait pas; maintenant, j'ai compris les enjeux du libre-échange." On fait beaucoup de vulgarisation pour que le langage soit accessible aux gens. Ils sont contents, ils sont très intéressés»

Louise explique la démarche proposée aux personnes du

lecture : les chercheurs, les universitaires, etc.

Ce qui est encourageant, c'est que l'ensemble du mouvement associatif des pays industrialisés pose les mêmes questions : la difficulté de s'établir à côté du système formel, d'établir de bons partenariats sans se dénaturer, de pouvoir envisager l'alphabétisation de façon autre que scolaire, autre que pédagogique, de manière plus sociale, de remettre en question des pratiques traditionnelles; mais personne n'en est sorti, on s'inscrit dans ce mouvement-là, mais tout le monde fait face à des difficul-

ses et ils veulent toujours en savoir plus. Dans mon groupe avancé, j'en ai qui découpent des articles et qui me les amènent en disant : "as-tu vu ça?". Ils deviennent intéressés parce que qui se passe; et ils alimentent aussi.»

Mais cela ne se fait pas automatiquement. Au début, ce n'est pas tentant, car les gens se disent qu'ils ont déjà trop de problèmes. Mais quand ils se rendent compte que ce n'est pas si «épeurant» que cela et à mesure qu'ils deviennent plus informés, d'eux-mêmes ils se montrent plus intéressés et à ce moment-là, la résistance tombe. Mais qui a le goût de parler de ses difficultés? Ils ont besoin de créer un contact avant d'y arriver; et le support du groupe est très important, les liens qui se créent sont importants. Cela se fait d'abord à un niveau plus personnel, pour aller plus loin par la suite. L'animation doit les toucher dans ce qu'ils vivent en tant que citoyens et citoyennes du quartier.

Par exemple, explique Isa-

tés de financement, de développement. Personne, parmi les participantes et participants du séminaire de Namur, ne pouvait affirmer que les gens qui sortent sont alphabétisés, qu'ils sont lecteurs, qu'ils sont des citoyens pour qui tout va bien. Tous les pays représentés à Namur font face à des problèmes de chômage, à du sous-prolétariat, à des gens qui ont des conditions de vie extrêmement difficiles. Ils les ont identifiés au «quartmonde»; ce sont des gens qui vivent en «squatters» et pour qui la lecture et l'écriture sont loin de leurs préoccupations.

belle, «nous sommes partis du fait d'aller acheter aux États-Unis, pour faire le lien avec les fermetures d'usines du Sud-Ouest et les pertes d'emplois.»

Un autre exemple : dans un atelier de couture, pour préparer la soirée de solidarité, Monique a proposé qu'on y travaille à la chaîne. C'était une façon d'expérimenter un peu de quelle façon peut se vivre en usine le fait de toujours répéter les mêmes opérations. Évidemment, au Carrefour cela s'est vécu dans un climat de solidarité, et cette expérience s'est accompagnée d'une réflexion reliée à ce que peut être le travail en usine. Pour Monique, il s'agit là d'une autre façon de faire de la conscientisation.

• La formation à la conscientisation de l'équipe d'animation

Le Carrefour s'est donné plusieurs lieux privilégiés, où l'équipe se rencontre pour se former sur l'aspect de la conscientisation et pour améliorer cette

MARIO : Mais il faut viser au moins à assurer l'accès à tout le monde. Il ne faut pas penser qu'on va éliminer l'analphabétisme. Car c'est aussi un droit des personnes analphabètes de ne pas vouloir s'alphabétiser, parce qu'effectivement, il y a des gens qui vivent très bien sans ça, et ils trouvent leur valorisation; ils ont une job; il y en a qui gagnent même jusqu'à 40 000\$ par année, entre autres dans le commerce. Ils ne sont pas «pognés», ils n'ont pas honte.

Les Européens, eux, ont une vision beaucoup plus globale que nous. Pour eux, c'est clair

façon d'intervenir dans le milieu.

Les animatrices expliquent qu'en début d'année, on organise toujours une formation de trois à quatre jours, liée à la conscientisation et à l'animation. «Dans nos réunions aussi on aborde ces thèmes; on partage beaucoup de nos expériences d'animation, les bons coups et les choses qui marchent moins bien. On se corrige, on essaie d'autres choses. On a des réunions d'équipe spéciales qu'on appelle des réunions de concertation plénière. C'est toute une structure où nous-mêmes on évalue, on s'évalue. On ne s'enlise pas dans l'idée de vouloir donner du service à tout prix, on se garde du temps pour réfléchir, du temps pour se former aussi. Tout le monde participe aux rencontres d'équipe et se pose les mêmes questions, tant l'administration, l'accueil, que la conciergerie», ajoute Isabelle.

De plus, il y a une période d'évaluation en fin d'année où l'équipe fait un bilan, examine

que l'alphabétisation n'est pas une fin en soi. Que ce n'est pas en alphabétisant ces gens-là qu'on va nécessairement améliorer leurs conditions de vie. Et même si tu étais dans un système d'éducation populaire et que tu arrivais à rejoindre tout le monde, ce n'est pas parce que la personne va être alphabétisée que ça va nécessairement éliminer les autres problèmes qui y sont reliés : le revenu, le logement, le chômage, etc. C'est pourtant le discours dominant ici, qui est axé sur la formation. C'est dangereux!

SYLVIE : Nous avons plus d'efforts à faire pour nous démarquer que les groupes d'Europe, pour préserver la nature même de notre travail, parce qu'en Belgique et en France, ils ont de meilleures conditions pour réfléchir, parce qu'ils ne se développent pas contre un système public en expansion, ce qui génère une action qui est libre de son jugement, de sa réflexion. Nous, nous faisons face à un gros réseau en expansion, et nous avons de la misère à nous définir en dehors de cette contradiction. Je crois qu'on aurait tout intérêt à se ressourcer auprès des groupes d'éducation populaire, à revenir à la façon dont ils travaillaient avec les mêmes types de personnes que celles avec qui nous travaillons, selon des principes d'autogestion, de formation et d'action, et à tenter des associations et des actions concrètes dans notre milieu.

1. Voir *Le Monde alphabétique*, no 2, automne 1991.

2. Pierre Goeris est l'un des participants au séminaire de Namur; Il est formateur au Centre d'Information et éducation populaire de Bruxelles.

3. Orner Arrijs, un des participants au séminaire de Namur. Jean-Paul Hautecoeur est directeur de la collection "Alpha" publiée par le ministère de l'éducation du Québec et l'Institut de l'Unesco pour l'éducation.

les choses à améliorer ou à *changer*. Parfois, des personnes-ressources de l'extérieur du Carrefour peuvent apporter leur contribution.

• L'engagement dans le milieu

Plusieurs animatrices et animateurs participent à des concertations avec d'autres organismes et ramènent ainsi du «jus» à l'équipe. Les animatrices expliquent qu'elles ne se sentent jamais seules, qu'elles reçoivent un appui dans cette participation à l'extérieur. C'est important pour leur travail d'animation de faire ce partage, d'avoir cet esprit d'équipe et ce souci de l'histoire. «Par rapport à une situation, on examine pourquoi c'est comme ça et pourquoi, à l'époque, les gens ont pris telle décision. Est-ce qu'il faut encore la garder? C'est ce qui fait qu'on a toujours continué la conscientisation, parce qu'on a toujours trouvé que c'était ce qui servait le plus les gens par rapport à de nouvelles affaires même quand ce n'était plus à la mode de conscientiser. On replaçait tout ça dans le contexte de savoir ce que les gens voulaient, des objectifs, du fonctionnement, de la prise en charge, et on réaffirmait les objectifs. Dans notre cheminement, nous avons gardé la même logique, même si nous avons vécu des aises», affirme Louise qui a connu tous ces événements au Carrefour.

Pour Lucie, c'est clair qu'«il y a des groupes qui s'imaginent, parce qu'ils passent à travers une crise et qu'ils perdent, qu'ils ne peuvent plus revenir en arrière.» Elle trouve important de rappeler que le Carrefour a aussi con-

nu des difficultés de ce genre. «Nous aussi, on a vécu des crises, et ce qui nous a permis de passer à travers, c'était de consulter les gens qui détenaient l'histoire, qui étaient capables d'en parler. En alphabétisation, il y a eu un changement d'équipe complet à un moment donné. Ce qui a amené un autre type d'alphabétisation pour un temps. Cette remise en question nous a renforcés. On est capable d'affronter ceux qui disent que c'est dépassé d'être «freiriste», car on sait que c'est encore bon parce qu'on le vit au jour le jour, et on sait que ça se fait.»

Le Carrefour travaille en collaboration avec les autres organismes du quartier. Il a des délégués au RESO¹, à la table de concertation² dans les sous-comités comme celui sur la pauvreté, où plusieurs organismes du quartier travaillent ensemble pour unifier les luttes à La Pointe; parce qu'on se dit qu'une spécialisation n'a pas sa raison d'être, puisqu'il s'agit des mêmes citoyens qui ont des problèmes de consommation, de logement, etc. On essaie donc de travailler ensemble pour développer des analyses. Il y a deux cuisines collectives qui viennent se servir de la cuisine du Carrefour; le comité des personnes assistées sociales y vient aussi pour une soupe populaire. On y entretient donc une étroite collaboration avec le milieu.

«Pour nous, ça fait aussi partie de l'éducation populaire de partager. L'éducation populaire, c'est une éducation qui se partage. Cela fait près de vingt ans qu'on existe, alors on a des amis partout, précise Louise. Si

on perdait quelques sources de financement, il y aurait une levée de boucliers dans le quartier et chez beaucoup d'alliés ailleurs. En déficience mentale, par exemple, nous sommes considérés comme un organisme majeur parce que nous faisons débloquent plein de choses et qu'on nous voit comme l'unique ressource qui intègre vraiment les personnes handicapées dans toutes ses activités, au même titre que les autres participantes et participants, et avec beaucoup de cœur.»

• Le financement

Au Carrefour, ils sont contre le bénévolat et contre les projets de sous-emploi de tout acabit. C'est pourquoi ils tentent de diversifier les sources de financement. Les activités du Carrefour ont commencé surtout avec l'alphabétisation, mais dès le départ, les citoyennes et citoyens ont voulu quelque chose d'un peu plus large; quand ils ont défini les besoins, ils ont voulu lire et écrire mais aussi apprendre à coudre leur linge et à bien manger, etc. Ils voulaient des activités où ils apprendraient à faire des choses par eux-mêmes. Au Carrefour, l'équipe ne s'est jamais perçue uniquement comme un centre d'alphabétisation.

Louise explique que cette situation n'est pas facile. «C'est un défi à chaque année. C'est la lutte et des batailles et beaucoup d'énergie au niveau du financement à chaque année. Les enveloppes ou les formulaires ne correspondent jamais à notre réalité. On se bat pour que ça nous corresponde. On fait à la fois de l'éducation populaire et de l'al-

phabétisation. Ce qui fait qu'on tient le coup par rapport à ça, c'est notre force démocratique et l'enracinement dans le milieu.»

• La réalité au quotidien

Le Carrefour n'a jamais vraiment pu prendre d'expansion non plus, toutefois. L'équipe aimerait faire une foule d'autres activités, et il y a beaucoup de choses qu'on faisait auparavant mais qui ne sont plus possibles aujourd'hui. Mais le Carrefour survit. On fonctionne avec le même salaire pour tout le monde. «Nous ne nous sommes jamais définis comme des spécialistes, nous ne sommes pas des professionnels avec un horaire de travail réduit dans un champ d'intervention précis. Nous, on est des intervenants, on agit à tous les niveaux de la personne, ajoute Isabelle. On prend le temps de parler, de prendre un café avec les personnes. On ne fait pas seulement de l'analyse; si une personne a un problème, on prend le temps d'en parler. La personne humaine est respectée, c'est un lieu chaleureux aussi.»

Pour Monique, il est évident qu'après quelques sessions au Carrefour, «les gens prennent l'habitude de dire ce qu'ils pensent au moment d'une évaluation ou dans un groupe. Il y a des gens plus habitués de parler et ça aide les autres aussi à le faire. Le groupe porte ainsi l'ensemble, et la tâche est moins grande.»

Le Carrefour pourrait augmenter les groupes en alphabétisation avec des heures/cours; le besoin est là. Mais pour les animateurs et animatrices, il s'agit d'un choix. «Il suffirait de s'adresser à la CECM et avoir

deux ou trois groupes de plus sur des heures/cours; ou on pourrait trouver plein de gens pour faire du bénévolat. Mais tout ça risquerait d'amener la destruction de ce qu'est le Carrefour. On l'a vu ailleurs, parmi les centres d'éducation populaire à Montréal, on est le seul groupe qui soit resté ce qu'il était au départ... Quand tu choisis de venir travailler au Carrefour, tu choisis la conscientisation.»

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les documents suivants:

L'alphabétisation à repenser. L'expérience du Carrefour d'éducation populaire. Relation et réflexions générales, par Micheline Laperrière et Serge Wagner, 1980, 322 p.

Alphabétiser ou la parole qui lutte, par Micheline Laperrière, Odette Paradis, Cécile Vanasse et Serge Wagner, 1982, 288 p.

Au jour le jour, par Cécile Vanasse, Hélène Desjardins et Françoise Lefebvre, 1983, 198 p.

L'alpha et après, Tina Hattem, 1985, 27 p.

Apprendre et comprendre (mathématiques), par Cécile Vanasse, 1984, 189 p.

Documents audio-visuels

Alphabétiser ou la parole qui lutte, M. Laperrière, Odette Paradis, Cécile Vanasse et Serge Wagner, 1982, 55 min.

Le droit d'être là (intégration des personnes handicapées au Carrefour), 1992.

1. PESO (relance économique du Sud-Ouest) travaille au niveau de l'emploi. Le Carrefour fait partie du comité employabilité et développe un projet d'alpha (alpha-cuisines), où une formation professionnelle est dispensée en même temps qu'une alphabétisation.

2. Table de concertation des organismes communautaires de Pointe St-Charles (Action-gardien), qui a des sous-comités dont un sur la pauvreté et un comité de vigilance qui travaille sur la loi 37. Toutes les deux semaines, les groupes se réunissent pour échanger sur les luttes et les problématiques sociales du quartier et trouver des solutions ensemble.